

PROTOCOLE D'APPLICATION


DU MEMORANDUM D'ENTENTE SUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA PÊCHE MARITIME ET DE L'AQUACULTURE ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA PÊCHE MARITIME DU ROYAUME DU MAROC ET LE SOUS-SECRETARIAT D'ETAT DE LA PÊCHE A LA RÉPUBLIQUE DU CHILI

Rappelant le Mémorandum d'entente pour la coopération dans le domaine de la Pêche Maritime et de l'Aquaculture, signé le 2 Décembre 2004, entre le Gouvernement du Royaume du Maroc et le Gouvernement de la République du Chili; ci-après « le Mémorandum » ;

Rappelant également que l'objet dudit Mémorandum d'Entente était de fixer les principes et les modalités de mise en œuvre de la coopération dans les domaines de la coopération technique et scientifique dans le domaine de la pêche maritime, l'aquaculture et des industries de transformation des produits de la pêche entre le Gouvernement du Royaume de le Maroc et le Gouvernement de la République du Chili, ci-après dénommés " Parties contractantes"

Tenant compte que les parties contractantes portent tout l'intérêt à la réalisation de programmes conjoints de formation et de perfectionnement dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture;

Reconnaissant que le Département de la pêche maritime du Maroc et le Sous-secrétariat d'Etat de la pêche du Chili, entant qu'entités responsables de ces secteurs dans leurs pays respectifs, sont conscients de l'importance du développement durable de l'aquaculture et la pêche en mer au Maroc et au Chili, et de promouvoir la confiance du public dans les domaines de l'aquaculture et la pêche maritime dans les politiques gouvernementales en ce qui concerne la gestion du secteur;

 **Gardant à l'esprit** les perspectives d'échanges commerciales et d'investissement, ainsi que les intérêts mutuels des autorités publiques et privées marocaines et chiliennes, qui œuvrent ensemble pour promouvoir l'investissement, l'expansion de la demande et l'accès au marché;

Reconnaissant l'importance d'une bonne gouvernance, des mécanismes du marché et de la recherche scientifique pour la prise de décision et de l'innovation pour le développement durable dans le domaine de l'aquaculture et de la pêche maritime;



Considérant le souhait exprimé par les deux Parties de renforcer les relations politiques, sociales, économiques et environnementales dans le cadre du partenariat entre le Maroc et le Chili;

Les Parties conviennent:

ARTICLE 1

OBJECTIF ET CHAMP D'APPLICATION

L'établissement de ce Protocole pour la mise en œuvre par les deux parties du Mémorandum d'Entente, a été motivé par un intérêt commun à promouvoir et élargir la coopération, renforcer les bases actuelles du dialogue et de l'échange d'informations mentionnées dans ledit Mémorandum, et afin d'améliorer et d'approfondir les connaissances sur les différents aspects d'intérêts commun qui concernent le développement durable de l'aquaculture et de la pêche maritime.

En outre, ce Protocole vise à promouvoir le développement de la coopération technique, scientifique et économique en matière de pêche et d'aquaculture à travers les axes suivants:

1. Faciliter les initiatives conjointes visant à promouvoir une gestion durable de l'aquaculture et de la pêche maritime, dans les domaines de la sécurité alimentaire, des techniques de la production, de la santé animale, de l'hygiène et de l'environnement.
2. Promouvoir l'échange de fonctionnaires, de scientifiques, de techniciens et de chercheurs et encourager la coopération dans des projets de recherche d'intérêts communs dans le domaine de l'aquaculture.
3. Renforcer la coopération dans le domaine de la recherche scientifique par un échange efficace des connaissances et des technologies dans la culture des espèces marines.
4. Œuvrer ensemble pour l'échange d'expériences afin d'améliorer l'administration des pêches et autres aspects de gestion.
5. Etudier tout autre sujet arrêté d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 2

Comité technique mixte

1. Les Parties Contractantes, instituent un comité technique mixte chargé de la mise en œuvre et du suivi du présent protocole, et dont les membres sont désignés par chacune des parties à égalité de représentation.

2. Le Comité se réunit en session ordinaire chaque année, alternativement dans chaque pays, à des dates à fixer à l'avance.

Toutes les décisions de la commission technique sont prises par consensus des deux Parties.

3. Le Comité technique conjoint est chargé de:

i. Arrêter un programme annuel des activités et coordonner le développement des projets de coopération concernant les domaines d'intérêt du présent Protocole;

ii. Evaluer la mise en œuvre des programmes et de résultats obtenus;


iii. Promouvoir les actions nouvelles sur des questions d'intérêts commun dans le domaine de la pêche maritime et l'aquaculture, et de formuler les recommandations nécessaires pour renforcer la coopération future;

iv. Entreprendre toute autre action décidée par les parties, en commun accord.

Les membres officiels dudit Comité Technique, définissent dans un délai d'un mois de la signature du présent Protocole, la date de la tenue de la première réunion.

ARTICLE 3

Mise en œuvre de la coopération



La réalisation de chaque point des objectifs cités à l'article 1 du présent Protocole, sera mise en œuvre par l'élaboration conjointe d'un plan d'action qui précisera les actions spécifiques de coopération et les ressources nécessaires pour le financement.



ARTICLE 4

Entrée en vigueur et durée

Ce Protocole entre en vigueur à la date de sa signature et reste valable pour une durée de quatre (4) ans.

Il est renouvelé par tacite reconduction à des périodes similaires et successives de quatre (4) ans, sauf que si l'une des deux parties communique par écrit, avec un préavis de six (6) mois de son dénonciation, son intention de ne pas renouveler ce protocole.

ARTICLE 5

Amendements

Les amendements à ce Protocole doivent être convenus par écrit et doivent être notifiés par échange de lettres entre les Parties. Ils entrent en vigueur à la date de la dernière notification, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

Les deux parties réalisent ce Protocole, en tenant en compte, la législation et des règlements en vigueur dans leurs pays respectifs.

Fait à Agadir, le 02 Juillet, 2009, en deux exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes font également foi.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
LA PECHE MARITIME, DEPARTEMENT
DE LA PECHE MARITIME
DU ROYAUME DU MAROC**

**LE SOUS-SECRETAIRE D'ETAT DE LA
PECHE A LA REPUBLIQUE DU CHILI**



**ANNEXE DU PROTOCOLE D'APPLICATION
DU MEMORANDUM D'ENTENTE SUR LA COOPERATION
DANS LE DOMAINE DE LA PECHE MARITIME ET DE L'AQUACULTURE
ENTRE
LE DEPARTEMENT DE LA PECHE MARITIME
DU ROYAUME DU MAROC
ET SOUS-SECRETARIAT D'ETAT DE LA PECHE
A LA REPUBLIQUE DU CHILI**

Dans cet annexe les Parties s'engagent sur les actions suivantes:

Article 1:

Les Parties contractantes conviennent de désigner les membres officiels du Comité technique mixte dans le délai d'un mois à compter de la date de la signature de cet annexe.

Article 2:

Les parties contractantes décident de tenir la première réunion du Comité technique mixte au mois d'octobre 2009 au Chili.

Article 3:

Les parties contractantes conviennent d'échanger les expériences de recherche dans le domaine de poissons marins entre le Centre de l'aquaculture de l'INRH à MDIQ et la Division d'aquaculture de l'IFOP à Puerto Montt.

Article 4 :

Les parties contractantes conviennent de transférer la technologie des systèmes de culture des algues marines pratiquée au Chili, au niveau des zones profondes (ensemencement direct sur le sable) et dans les zones protégées (cordes suspendues), entre l'INRH et l'Institut de la Promotion de la Pêche (IFOP) du Chili.

Article 5 :

En ce qui concerne la recherche scientifique, les Parties conviennent d'échanger les informations et les expériences entre les instituts de recherche des deux pays dans les domaines de l'évaluation et de l'aménagement des ressources biologiques marines.

À cet effet, un protocole de coopération sera élaboré entre les instituts de recherche des deux pays.

Le programme détaillé des actions scientifiques sera arrêté conjointement entre les instituts de recherche scientifique.

Cet annexe entre en vigueur à la même date de sa signature.

Fait à Agadir, le 02 Juillet 2009, en deux exemplaires originaux en langues française et espagnole, les deux textes font également foi.

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE
LA PÊCHE MARITIME- DÉPARTEMENT DE
LA PÊCHE MARITIME
DU ROYAUME DU MAROC**



**LE SOUS- SECRÉTAIRE D'ETAT DE LA
PÊCHE À LA RÉPUBLIQUE DU CHILI**



**PROTOCOLO DE APLICACION DEL
MEMORÁNDUM DE ENTENDIMIENTO SOBRE COOPERACIÓN
PARA EL DESARROLLO SUSTENTABLE DE LA PESCA MARÍTIMA Y
ACUICULTURA
ENTRE
LA SUBSECRETARÍA DE PESCA DE LA REPÚBLICA DE CHILE Y
EL DEPARTAMENTO DE PESCA MARÍTIMA DEL REINO DE MARRUECOS**

Recordando que con fecha del 2 de diciembre de 2004 se firmó un Memorandum de Entendimiento para la Cooperación en Materia de Pesca Marítima y Acuicultura entre el Gobierno de la República de Chile y el Gobierno del Reino de Marruecos, en adelante "el Memorandum";

Recordando que el objeto de dicho Memorandum fue fijar los principios y modalidades de la puesta en marcha de la cooperación en las áreas de la formación técnica y científica en materia de pesca marítima, acuicultura e industrias de transformación de los productos pesqueros;

Teniendo presente que la Subsecretaria de Pesca de la República de Chile y el Departamento de Pesca Marítima del Reino de Marruecos, en adelante "Las Partes", acordaron centrar su interés en la realización de programas comunes de formación y de perfeccionamiento en materias de pesca y acuicultura;

Reconociendo que la Subsecretaría de Pesca de la República de Chile y el Departamento de Pesca Marítima del Reino de Marruecos, como entidades rectoras responsables de dichos sectores en sus respectivos países, están conscientes de la importancia que representa el desarrollo sustentable de la acuicultura y la pesca marítima para Chile y Marruecos, y de la importancia de promover la confianza pública tanto en las áreas de la acuicultura y la pesca marítima como en las políticas gubernamentales referentes a la gestión del sector;



Teniendo presente además las perspectivas de los intercambios comerciales y la inversión, así como el interés mutuo de las entidades chilenas y marroquíes, públicas y privadas, que trabajan en conjunto para promover la inversión, la expansión de la demanda y el acceso a los mercados;

Reconociendo la importancia que revisten la correcta gobernabilidad, los mecanismos del mercado y la investigación científica para la toma de decisiones y la innovación para el desarrollo sustentable en los sectores de la acuicultura y la pesca marítima;

Considerando el deseo manifestado por las Partes de reforzar las relaciones políticas, sociales, económicas y ambientales en el marco de asociación entre Chile y Marruecos;

LAS PARTES ACUERDAN :

ARTÍCULO 1 OBJETIVO Y AMBITO

El presente Protocolo de Aplicación se establece con el objeto de implementar el Memorándum por ambas Partes, motivadas por el interés compartido en promover y extender la cooperación y fortalecer las actuales bases para el diálogo y el intercambio de información ya asentadas en el mencionado Memorándum, y con la finalidad de mejorar y profundizar las competencias sobre diferentes aspectos de interés común que se refieren al desarrollo sustentable de la acuicultura y la pesca marítima.

Asimismo, el presente Protocolo de Aplicación tiene por objeto promover el desarrollo de la cooperación técnica, científica y económica en materias propias de la pesca y la acuicultura, mediante los siguientes objetivos:

1. Facilitar las iniciativas conjuntas tendientes a promover la sustentabilidad de la gestión en los sectores de la acuicultura y la pesca, en temas como inocuidad alimentaria, técnicas de producción, salud animal e higiene del medio ambiente.

2. Promover el intercambio de funcionarios, científicos, técnicos e investigadores y fomentar la cooperación en los proyectos de investigación de interés común en el ámbito de la acuicultura.
3. Reforzar la cooperación en materia de investigación científica con miras a un eficiente intercambio de conocimientos y tecnología en cultivo de especies hidrobiológicas.
4. Trabajar conjuntamente en el intercambio de experiencias para el mejoramiento de la administración pesquera y otros aspectos de gestión.
5. Trabajar en cualesquiera otras materias que fueren acordadas entre las Partes.

ARTÍCULO 2

Comité Técnico Conjunto

1. Las Partes establecen un Comité Técnico Conjunto encargado de controlar la implementación del Memorandum a través del presente Protocolo de Aplicación, cuyos miembros serán nominados por cada una de las Partes en igual representación.
2. El Comité se reunirá en sesión ordinaria cada año, de manera alterna en cada país, en fechas a acordar con la debida anticipación. Todas las decisiones que adopte el Comité técnico serán por consenso de las Partes.
3. Al Comité Técnico Conjunto le corresponde:
 - i. Acordar un programa anual de actividades y coordinar el desarrollo de los Proyectos de Cooperación relativos a las áreas de interés del presente Protocolo de Aplicación;
 - ii. Evaluar la implementación de los programas y resultados obtenidos;

- iii. Promover nuevas acciones sobre asuntos de interés común en materia de pesca y acuicultura y formular las recomendaciones necesarias para incrementar la cooperación futura;
- iv. Empezar cualquier otra función que las Partes decidan atribuirle, de común acuerdo.

Las Partes oficializaran los integrantes de dicho Comité Técnico dentro del mes siguiente de firmado este documento, y definirán la fecha de su primera reunión.

ARTÍCULO 3

Materialización de la Cooperación

La ejecución de cada una de las actividades relacionadas con el Artículo 1 del presente Protocolo de Aplicación, se materializará a través de la elaboración conjunta de un Proyecto de Cooperación en el que se concrete la naturaleza de las actividades de cooperación indicando los recursos necesarios para su financiamiento.

ARTÍCULO 4

Entrada en Vigor y Duración

El presente Protocolo de Aplicación entrará en vigor a partir de la fecha de su firma y tendrá una duración de cuatro (4) años.

Este Protocolo de Aplicación se podrá renovar por tácita reconducción por períodos iguales y sucesivos de cuatro (4) años, salvo que una de las Partes comunique por escrito, con un periodo de seis (6 meses) de antelación, su intención de no renovar dicho Protocolo de Aplicación.



ARTICULO 5
Enmiendas

Las enmiendas al presente Protocolo de Aplicación deberán ser acordadas por escrito y se harán efectivas mediante intercambio de comunicaciones entre las Partes, las cuales entrarán en vigor en la fecha de la última comunicación, salvo las Partes acuerden de otro modo.

Las Partes brindarán su cooperación para llevar a cabo los fines propios de este Protocolo de Aplicación, teniendo en cuenta la legislación y reglamentos vigentes en los respectivos países.

HECHO en la ciudad de Agadir, Reino de Marruecos, el 2 de julio de 2009, en dos ejemplares originales en idioma español y francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

**EL SUBSECRETARIO DE PESCA
DE LA REPÚBLICA DE CHILE**



**EL MINISTRO DE AGRICULTURA Y PESCA
-DEPARTAMENTO DE PESCA MARÍTIMA
DEL REINO DE MARRUECOS**



**ADDENDUM AL PROTOCOLO DE APLICACION
DEL MEMORÁNDUM DE ENTENDIMIENTO EN EL ÁMBITO
DE LA PESCA MARÍTIMA Y ACUICULTURA
ENTRE
LA SUBSECRETARÍA DE PESCA DE LA REPÚBLICA DE CHILE Y EL
DEPARTAMENTO DE PESCA MARÍTIMA DEL REINO DE MARRUECOS**

En este Addendum, las Partes se comprometen a las siguientes acciones:

ARTÍCULO 1

Las Partes acuerdan designar los representantes oficiales del Comité Técnico Conjunto dentro de un mes, a contar de la fecha de la firma de este Addendum.

ARTÍCULO 2

Las Partes acuerdan tener la primera reunión del Comité Técnico Conjunto en el mes de octubre de 2009, en Chile.

ARTÍCULO 3

Las Partes acuerdan intercambiar experiencias e investigación entre el Centro de Acuicultura del INRH en M'DIQ y la División de Acuicultura de IFOP en Puerto Montt.

ARTÍCULO 4

Las Partes acuerdan la transferencia de tecnología en sistemas de cultivos de algas marinas que se practica en Chile, a nivel de las zonas profundas (siembra directa en la arena) y las áreas protegidas (cuerdas en suspensión), entre el INRH y el Instituto de Fomento Pesquero (IFOP).



ARTÍCULO 5

En lo que concierne a la investigación científica, las Partes acuerdan intercambiar información y experiencia entre los institutos de investigación de ambos países en el ámbito de la evaluación y gestión de los recursos biológicos marinos.


Para estos efectos, se elaborará un protocolo de cooperación entre los institutos de investigación de los respectivos países.

El programa detallado de acciones científicas se decidirá conjuntamente entre los institutos de investigación científica.

Este Addendum entrará en vigor en la misma fecha de su firma.

Hecho en Agadir , Reino de Marruecos, el 2 de julio de 2009, en dos ejemplares originales en idiomas español y francés, siendo ambos igualmente auténticos..

**EL SUBSECRETARIO DE PESCA
DE LA REPÚBLICA DE CHILE**



**EL MINISTRO DE AGRICULTURA Y PESCA
-DEPARTAMENTO DE PESCA MARÍTIMA
DEL REINO DE MARRUECOS**